

Brochure n° 3241

**Convention collective nationale**

IDCC : 1483. – **COMMERCE DE DÉTAIL DE L'HABILLEMENT  
ET DES ARTICLES TEXTILES**

---

**AVENANT N° 1 DU 19 JUIN 2007**

**PORTANT MODIFICATION DE L'ARTICLE 2.6 « GARANTIE  
RENTE ÉDUCATION (OCIRP) DU PERSONNEL CADRE ET NON CADRE »**

NOR : *ASET0750843M*

IDCC : 1483

Entre :

La CNDL ;

La FNH,

D'une part, et

La FNECS ;

La CSFV CFTC ;

La FS CFDT ;

La COMM CGT,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**PRÉAMBULE**

Au regard des résultats du régime de rente éducation assuré par l'OCIRP, il est convenu en accord avec l'organisme assureur d'améliorer la garantie rente éducation et d'instaurer une rente de conjoint en l'absence d'enfant à charge.

## **Article 1<sup>er</sup>**

A compter du 1<sup>er</sup> juillet 2007, le montant de la rente éducation est porté à hauteur de 10 % du salaire annuel brut de référence par enfant à charge tel que défini à l'article 8.5.

Cette rente est doublée pour les orphelins de père et de mère.

La rente est versée, sans limitation de durée en cas d'invalidité reconnue par la sécurité sociale, avant le 21<sup>e</sup> anniversaire de l'enfant, le mettant dans l'impossibilité de se livrer à une activité professionnelle.

Les rentes sont versées trimestriellement et à terme d'avance.

Le versement des rentes éducation par anticipation en cas d'IAD met fin à la garantie.

Rente en cours de service :

Les rentes en cours de service sont portées également à 10 % du salaire de référence à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2007.

## **Article 2**

### *Rente temporaire de conjoint en l'absence d'enfant à charge*

Par ailleurs, il est ajouté à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2007 une rente temporaire de conjoint versée en cas d'absence d'enfant à charge : cette rente fixée à hauteur de 10 % du salaire de référence est versée au conjoint ou au concubin dans les conditions fixées par le règlement général de l'OCIRP en son article 9 « Bénéficiaires » sur une période de 5 ans.

## **Article 3**

Le taux de cotisation est maintenu à 0,08 % du salaire TA-TB.

## **Article 4**

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au ministère de l'emploi et de la cohésion sociale.

Fait à Paris, le 19 juin 2007.

(Suivent les signatures.)